

Un autre sujet que je remarque dans le discours du trône, au sujet du Nord-Ouest, est l'établissement d'une ferme expérimentale. Dans un territoire où tant de personnes vont s'établir sans posséder les connaissances nécessaires en agriculture, une telle ferme doit être l'un des meilleurs moyens de les initier dans cette industrie. Bien que le mode d'émettre des patentes pour les terres du Nord-Ouest ait été suffisamment expéditif jusqu'à présent pour les demandes ordinaires adressées au département, l'immigration en perspective et les progrès de la colonisation dans ces territoires requièrent du gouvernement de plus grandes facilités. Nous ne sommes probablement pas sur ce point dans une aussi mauvaise position que les Etats-Unis. En effet, j'ai vu dans un récent rapport du commissaire des terres publiques, chez nos voisins, que, malgré le personnel nombreux de son département et malgré ses efforts pour exécuter au jour le jour ce qu'il y a à faire, il est maintenant en arrière de sept années, et il s'est vu obligé d'aller devant le Congrès et de demander l'autorisation d'employer cent commis additionnels, afin d'expédier les affaires laissées en arrière. La mesure proposée fera sans doute disparaître à l'avenir tout sujet de plainte contre l'administration de notre département des terres.

Les autres mesures importantes mentionnées dans l'adresse, savoir, un meilleur mode de procédure pour la poursuite des réclamations contre la Couronne; la réglementation des caisses d'épargne des postes dans la Colombie-Britannique et les Territoires du Nord-Ouest; la modification de l'acte concernant l'immigration chinoise, démontrent que le gouvernement n'est pas indifférent quand il s'agit de mesures en rapport avec les besoins d'un pays progressif, et qu'il est à la hauteur de ces besoins.

La politique commerciale du gouvernement est entièrement liée au bien-être de toutes les classes de la société, et j'ose exprimer l'espoir que les ministres s'efforceront de développer les relations commerciales du Canada avec les pays étrangers et les colonies anglaises. Pour toute personne exempte de préjugés, il est évident que le gouvernement, en encourageant les industries indigènes, a prévenu une grande crise financière. Cette vérité est établie par le fait que nous n'avons pas ici cette prostration industrielle qui existe dans les anciens pays, prostration qui a causé les troubles récents que nous connaissons.

Je considère le résultat obtenu dans les élections partielles comme une sûre indication que la politique générale du gouvernement, sur les questions qui affectent le bien-être du pays, est approuvée par le peuple, et j'ai la confiance que les électeurs se prononceront encore en faveur de l'administration, quand ils auront de nouveau l'occasion de rendre leur verdict.

Je crois fermement, M. l'Orateur, en l'avenir du Canada, et le progrès du pays est assuré, si nous nous montrons à la hauteur de la situation. Un brillant écrivain français a dit: "Voulez-vous avoir une idée juste du progrès? Appelez le 'demain.' Demain fait son œuvre irrésistiblement et l'a fait en s'appuyant sur aujourd'hui."

Quelques honorables DÉPUTÉS: Ecoutez, écoutez.

M. WARD: Je ne sais pas si certains honorables membres de la gauche avaient lu Victor Hugo quand ils ont appliqué ce nom, "Demain" au très honorable chef du gouvernement; mais je crois que la déduction est naturelle, puisque l'honorable chef du gouvernement a été intimement lié au progrès du pays depuis quarante ans. Pour ce qui regarde le Canada, sa marche progressive vers une glorieuse destinée est irrésistible. Quelles que soient les différences d'opinion entre les deux grands partis politiques sur la manière dont cette destinée doit s'accomplir, quel que soit le parti qui sera appelé à contrôler cette destinée, ce progrès, tout en pouvant subir des échecs temporaires, se réalisera jusqu'à ce que le Canada s'élève à une position enviable aux yeux des autres pays. Le grand parti libéral, sans doute, sera

M. WARD

appelé, un jour, si non immédiatement, à prendre la direction des affaires; mais ce parti n'éloignerait pas ce jour, s'il donnait au gouvernement un appui libéral et loyal dans la solution du grand problème qu'offre l'organisation des territoires du Nord-Ouest. A cette période de notre histoire, je crois que certaines paroles prononcées récemment par M. Gladstone, à l'ouverture du parlement impérial, ont leur à-propos ici. M. Gladstone a dit:

Ne nous écartons pas de la voie que nous tracent la bonne humeur et la pleine possession de nous-mêmes; mais nous élevant au-dessus des préjugés, efforçons-nous de servir les grands intérêts dont nous avons la charge.

Le Canada a de grands intérêts, et le peuple nous les a confiés comme un dépôt sacré. Puisse cette charge être remplie fidèlement.

En terminant, je désire, M. l'Orateur, vous exprimer, ainsi qu'à cette Chambre, ma gratitude pour la courtoisie avec laquelle vous avez écouté mes quelques remarques, et j'ai l'honneur d'appuyer la résolution qui est maintenant devant vous.

Sur le paragraphe 1,

M. BLAKE: J'ai l'honneur, M. l'Orateur, d'offrir, au nom de ceux avec qui je marche, les félicitations accoutumées aux honorables députés qui viennent de s'acquitter si habilement de la tâche de proposer et d'appuyer l'adresse. Qu'ils soient sûrs que nous leur souhaitons cordialement une longue et honorable carrière parlementaire, quelles que soient nos divergences d'opinions politiques, et quelque profonds que soient nos regrets pour la perte de ceux qu'ils sont appelés à remplacer.

La première observation que j'ai à faire est la même que j'ai eu occasion de faire à une session précédente. C'est le regret que me fait éprouver le retard apporté pour l'ouverture de la présente session. Ce regret est d'autant plus motivé que le premier ministre nous avait annoncé, lors de la dernière session, ou lors de la session précédente, que nous devions nous réunir plus tôt à l'avenir. Nous nous sommes assemblés déjà beaucoup plus tôt, et il y avait alors une entente générale, un engagement pour avoir une réunion en janvier. Je ne veux pas dire que cet engagement devait être irrévocable, même dans un cas où les besoins du pays exigeraient un délai; mais cet engagement devait être suivi rigoureusement s'il ne survenait pas de graves événements, dont nous n'avons pas encore entendu parler.

L'intérêt public exige que nous nous réunissions plus tôt, parce que c'est l'époque de l'année qui convient le mieux aux législateurs et au pays. Dès que le printemps commence, les législateurs et ceux qui les élisent ont d'autres choses pour les occuper. Il importe, dans un pays comme le nôtre, que nous nous entendions mieux, si c'est possible, pour que nos sessions ne s'ouvrent pas à une date que je considère comme hors de saison.

Les deux honorables députés, surtout l'honorable député de Saint-Jean (M. Everett), ont mentionné la question des pêcheries et des négociations à ce sujet. Cette question est une de celles sur lesquelles nous ne partageons pas les mêmes vues que celles exprimées dans le discours du trône et celles des honorables députés, qui s'en rapportent au premier ministre en la présente occasion. Nous nous souvenons des airs dramatiques avec lesquels le premier ministre annonça, vers la fin de la dernière session, qu'il y avait une chose qu'il attendait de nous, quel que fût l'esprit d'opposition qui nous animât à gauche: c'était de louer hautement le tact diplomatique consommé qu'il avait déployé en traitant la question des pêcheries. Il nous a dit alors qu'il était inattaquable sur ce point et que ses adversaires devaient le combler d'éloges, quelles que fussent les autres fautes que l'on pût lui reprocher.

L'honorable monsieur qui a appuyé l'adresse ne sait pas, apparemment, que ce sont les sauvages du Nord-Ouest qui ont accordé le titre de "Vieux Demain" à leur sursinten-